



global worker

ENQUÊTE

Les syndicats et le processus de paix en Colombie

RAPPORT DU CONGRÈS

2^e Congrès d'IndustriALL à Rio de Janeiro

RENCONTRE

Valter Sanches, nouveau Secrétaire général

“

Nous allons poursuivre notre lutte incessante pour organiser syndicalement et défendre les travailleurs et travailleuses en 2017, en assumant les responsabilités que le Congrès nous a confiées.

Valter Sanches
Secrétaire général



Bienvenue dans ce numéro de **global worker**

2016 tire à sa fin et nous pouvons faire la rétrospective d'une année pleine d'actions. Au cours de mes premiers mois en fonction comme Secrétaire général depuis le Congrès d'octobre, IndustriALL s'est jointe à des actions de solidarité pour la Corée et les victimes du désastre de Mariana au Brésil et a condamné les accidents mortels au Pakistan au sein de l'industrie la plus dangereuse du monde, la démolition des navires.

Le retentissant 2^e Congrès d'IndustriALL à Rio de Janeiro, au Brésil, en octobre, a réuni plus de 1.500 syndicalistes venus de plus de 100 pays. Ils et elles ont voté pour un plan d'action renouvelé pour notre organisation et, ensemble, avec des statuts mis à jour, nous sommes dans une position encore meilleure pour nous battre en faveur des droits des travailleurs de par le monde.

Notre Congrès était l'occasion de montrer une petite partie du travail qui est en cours depuis la création d'IndustriALL en 2012. Les affiliés ont mis en lumière et débattus les cinq objectifs d'IndustriALL : construire des syndicats forts, confronter le capital mondial, défendre les droits des travailleurs, favoriser une politique industrielle durable et combattre le travail précaire. Les pages 10 à 19 en illustrent une partie.

Le Congrès a adopté une série de résolutions de solidarité, qui tendent la main à des syndicats partout dans le monde et leur montrent notre soutien. Aux pages 6 à 7 vous pourrez en lire davantage sur le processus de paix en Colombie et le rôle que les syndicats jouent pour apporter la stabilité à ce pays d'Amérique latine.

Les syndicats de Corée du Sud luttent contre les attaques du gouvernement

à l'égard des droits des travailleurs. La Présidente Park, impliquée dans un scandale de corruption, a essayé d'apporter des modifications à la législation coréenne du travail, dont la possibilité de licencier sans motif, de faire baisser les salaires des travailleurs âgés et de permettre davantage d'externalisation. Les délégués présents au Brésil ont adopté une résolution de solidarité qui soutient la lutte contre la répression.

IndustriALL, a encore apporté sa solidarité aux syndicats de Corée à l'occasion d'une mission syndicale internationale en novembre. Nous nous sommes joints à une impressionnante foule d'un million de personnes dans les rues de la capitale Séoul à l'occasion d'une mobilisation de masse qui appelait à la libération immédiate de tous les travailleurs emprisonnés en raison d'activités syndicales.

Début novembre, nous avons mis en lumière un tragique anniversaire. Cela faisait un an qu'un barrage d'une mine de Mariana, propriété de BHP Billiton et Vale au Brésil, s'était rompu. Les boues toxiques ainsi libérées ont tué 19 personnes et causé des dommages à long terme à l'environnement. IndustriALL s'est jointe à des centaines de manifestants

d'un rassemblement qui a promis de tenir les entreprises responsables et de s'assurer qu'un tel événement ne puisse se reproduire.

Le changement climatique relève des syndicats. La Conférence sur le climat, la COP21 à Paris l'année dernière, a fait l'objet d'une large couverture et ses résultats comprennent les ingrédients nécessaires pour un accord couronné de succès. Une Transition juste pour l'industrie y est incorporée et, en tant que syndicats, nous devons nous assurer que les travailleurs et l'environnement sont pris en compte. La COP22 à Marrakech, au Maroc, lui succède un an plus tard et les discussions se poursuivent avec une forte présence syndicale déterminée à montrer la voie vers une économie durable.

Nous allons poursuivre notre lutte incessante pour organiser syndicalement et défendre les travailleurs et travailleuses en 2017, en assumant les responsabilités que le Congrès nous a confiées.

Je suis heureux de reprendre le flambeau de la lutte. A luta continua !

Valter Sanches
Secrétaire général



@ValterSanches

Sommaire

profil

Les syndicats soutiennent Lula



5

dossier

Les syndicats de Colombie mobilisent pour la paix



6

rencontre

IndustriALL s'entretient avec Valter Sanches



8

rapport du congrès

IndustriALL 2^{ème} Congrès



10

profil

Droits des travailleurs en Iran



20

dossier spécial

Transformer notre façon de syndiquer



21

profil

Syndiquer dans un climat fragile



23

IndustriALL Global Union

Représente au plan mondial 50 millions de travailleurs tout au long des chaînes d'approvisionnement des secteurs des mines, de l'énergie et des industries manufacturières.

SIEGE

54 bis, route des Acacias
CH 1227 Geneva
Switzerland
Tel: +41 (0)22 308 5050
Fax: +41 (0)22 308 5055
Email: info@industriall-union.org
Website: www.industriall-union.org

BUREAU POUR L'AFRIQUE

Adresse physique :
North City House
Office S0808 (8th Floor)
28 Melle Street, Braamfontein
Johannesburg 2001 South Africa
Tel: +27 11 242 8680
Email: africa@industriall-union.org

Adresse postale :
P O Box 31016
Braamfontein 2017 South Africa

BUREAU POUR L'ASIE DU SUD

No. 5-E, Rani Jhansi Road
New Delhi, 110 055 India
Tel: +91 11 4156 2566
Email: sao@industriall-union.org

BUREAU POUR L'ASIE DU SUD EST

473A Joo Chiat Road
Singapore 427681
Tel: +65 63 46 4303
Email: seao@industriall-union.org

BUREAU POUR LA CEI

Str. 2, d 13, Grokholsky per., Room 203.
129090 Moscow Russia
Tel: +7 495 974 6111
Email: cis@industriall-union.org

AMERIQUE LATINE ET CARAIBES

Avenida 18 de Julio No 1528
Piso 12 unidad 1202
Montevideo Uruguay
Tel: +59 82 408 0813
Email: alc@industriall-union.org

globalworker

Publié deux fois par an en anglais, français, espagnol et russe par IndustriALL Global Union.

Les opinions exprimées dans ce magazine ne représentent pas nécessairement celles d'IndustriALL Global Union.

Président : Jörg Hofmann

Secrétaire général : Valter Sanches / vsanches@industriall-union.org

Cheffe de rédaction : Petra Brännmark / pbrannmark@industriall-union.org

Traduction : Thierry Duhin

Photo de couverture : IndustriALL

Conception : Nick Jackson / www.northcreative.ch





LES TRAVAILLEURS DE NISSAN AUX ETATS-UNIS S'ENGAGENT POUR LE DROIT D'ADHÉRER À UN SYNDICAT

Avec l'acteur et militant Danny Glover, le 12 octobre à Paris les syndicats français et américains ont rejoint les parlementaires industriels français pour demander à Renault-Nissan de cesser les pratiques antisyndicales à l'usine Nissan à Canton, Mississippi.



IndustriALL soutient Lula

AJOUTEZ VOTRE NOM #StandWithLula

LES SYNDICATS SOUTIENNENT LULA

Les quelque 300 syndicats présents au 2^e Congrès d'IndustriALL Global Union à Rio de Janeiro ont adopté à l'unanimité une résolution qui soutient l'ancien Président brésilien Luiz Inácio 'Lula' da Silva et condamne les attaques contre la classe ouvrière au Brésil.

La Présidente du Brésil démocratiquement élue, Dilma Rousseff, a été évincée par un coup d'État de droite à l'instigation de Michel Temer en mai de cette année. Depuis lors, les droits des travailleurs dans le pays sont grignotés et la persécution sur Lula s'est intensifiée.

“Le gouvernement de fait est en train de détricoter tout ce que nous avons obtenu au cours des 12 dernières années. Il n'a aucun respect pour la démocratie, les femmes ou les jeunes. Nous devons défendre nos droits. Nous avons besoin de votre soutien,” a dit Lucineide Varjão, président de l'affilié brésilien CNQ/CUT (Fédération nationale des travailleurs de la chimie) en présentant la résolution.

Depuis qu'il est au pouvoir, Temer a commencé à écorner les programmes sociaux au Brésil et installé un cabinet composé exclusivement d'hommes blancs, du jamais vu depuis 1979.

“Ce que nous voyons avec l'actuel gouvernement du Brésil c'est que les droits des travailleurs sont en train d'être détruits. Il y a une proposition de réforme du travail qui doit être votée par le parlement qui généraliserait l'externalisation, ce qui handicapera les droits des travailleurs. Il nous faut la solidarité et le soutien de tous les syndicats d'IndustriALL,” a dit Jaoao Paulo Da Costa Cunha du Syndicat brésilien des métallurgistes CNTM.

S'exprimant lors de la cérémonie d'ouverture du Congrès d'IndustriALL, Lula avait dit :

“Nous faisons de réels progrès au Brésil, créant de bons emplois, bâtissant une économie puissante et durable. Mais le coup d'État perpétré par la droite menace de tout détricoter.

“Nous devons tirer parti des espaces démocratiques qui nous sont toujours ouverts. Nous devons nous battre pour les droits que nous avons conquis et démontrer au monde que nous pouvons faire les choses différemment.”

Au Congrès d'IndustriALL, les affiliés ont pris la résolution de se joindre à la campagne de la CSI pour défendre l'ancien Président Lula par rapport aux abus de droit perpétrés à son encontre au Brésil ainsi que de dénoncer les puissants groupes d'intérêts qui cherchent à limiter sa liberté d'action politique.

Lula est né dans la pauvreté et est devenu métallurgiste à 14 ans. En tant que leader du syndicat des métallurgistes ABC, il a mené une vague de grèves dans les années 1970 qui l'ont conduit à être emprisonné sous la dictature militaire. Il était l'un des fondateurs du Parti des Travailleurs en 1980 et est devenu par la suite le président du Brésil le plus populaire, ayant introduit des changements sociaux qui ont tiré 30 millions de personnes de la pauvreté et promu une économie prospère.

Sa cote de popularité personnelle lorsqu'il a quitté ses fonctions en janvier 2011 était la plus élevée jamais enregistrée au Brésil avec 80% d'avis favorables.

Cependant, sa popularité est une menace pour les forces néo-libérale du Brésil qui ont engagé une campagne incessante pour lui nuire. Dans le courant de l'année dernière, Lula a été forcé de témoigner cinq fois auprès de la Police fédérale et auprès du Bureau du Procureur général de la République. En mars de cette année, il a été emmené de force et de manière illégale de chez lui pour faire une déposition.

Il y a eu 38 mandats de perquisitions et de saisie aux domiciles de Lula, de sa famille, des employés de son institut et de ses associés. Des agences fédérales ont fait fuir dans la pression des informations sur ses comptes bancaires et ses dossiers fiscaux ainsi que sur ceux de sa famille, de l'Institut

profil

Pays : **Brésil**

Texte : **Léonie Guguen**

www.brasiljustopratos.com.br

Lula et de la société qui gère les conférences qu'il donne. Son téléphone a été mis sur écoute et ses communications sur internet ont été interceptées, de même que celles de sa famille et même de ses avocats.

En dépit de l'absence de preuves de malversations de la part de Lula, le Ministère public, soutenu par Temer, maintient les charges contre lui et sa femme dans le cadre d'une enquête pour corruption au sein de la compagnie nationale des pétroles Petrobras.

En octobre 2016, Le Comité des Droits de l'Homme des Nations Unies a annoncé qu'il allait examiner des allégations selon lesquelles Sergio Moro, le juge principal en charge de l'enquête Petrobras aurait "violé le droit à la vie privée de Lula, son droit à ne pas être détenu arbitrairement et sa présomption d'innocence".

Un nouveau mouvement composé de syndicats, de partis politiques et de pans de la société civile a appelé à **un Brésil juste pour tous et pour Lula**. Il a été constitué avec pour objectif de restaurer la démocratie et de mettre fin à la persécution de Lula.

Lula reste le favori pour remporter des élections présidentielles en 2018. Toutefois, s'il devait être reconnu coupable de corruption, il serait dans l'incapacité de se présenter.

Pour signer la campagne de la CSI et soutenir Lula :

 www.standwithlula.org



enquête

Pays : **Colombie**

Texte : **Walton Pantland**

Photos : **IndustriALL**



Les partisans manifestent pour le nouvel accord de paix avec les FARC sous la bannière "pour la paix" à Bogota, Colombie, le 15 Novembre, 2016. *REUTERS/John Vizcaino*

EN FINIR AVEC UN CONFLIT DANS UNE SOCIÉTÉ POLARISÉE : LES SYNDICATS DE COLOMBIE MOBILISENT POUR LA PAIX

Après cinq décennies de guerre civile, un traité de paix a été rejeté par une majorité de la population dans ce pays profondément divisé. Les syndicats de Colombie sont déterminés à aider à la construction d'une paix juste, en œuvrant avec la société civile à obtenir un règlement qui puisse marquer le début de la guérison des profondes blessures.

Malgré le rejet par les électeurs de l'accord de paix, à la fois le gouvernement colombien et les FARC ont annoncé que la guerre ne reprendrait pas. Un traité de paix révisé a été négocié et un nouvel accord a été publié, qui sera soumis au vote du Congrès.



Pour mettre fin au conflit entre le gouvernement, les paramilitaires de droite et le groupe principal de la guérilla, les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), le gouvernement du Président Juan Manuel Santos a débuté la négociation d'un accord de paix avec les leaders des FARC en 2012.

Lors d'une cérémonie en présence du Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, du Secrétaire d'État américain John Kerry et d'une douzaine de leaders latino-américains, le Président Santos et le leader des FARC Timoleón "Timochenko" Jimenez ont signé un accord de paix en septembre 2016. M. Santos a reçu le Prix Nobel de la Paix pour avoir obtenu ce que l'on espérait être une paix durable.

Pendant des négociations, l'ex-président Alvaro Uribe, responsable d'années de violence en Colombie, a fait campagne contre l'accord de paix. Le Président Santos a soumis celui-ci à l'approbation de l'électorat lors d'un référendum en octobre. Les sondages indiquaient qu'une confortable majorité l'approuverait, mais le résultat en a été, chose atterrante, un rejet par 50,2% des votants, pour une faible participation d'à peine 37,4%.

Les racines du conflit plongent dans le développement de l'agrobusiness en Colombie, lorsque les fermiers ont été forcés à quitter des terres qui assuraient leur subsistance pour faire place nette aux compagnies privées. Mises sur pied en 1964, en réponse à une vague de violences politiques après l'assassinat du président libéral Jorge Eliécer Gaitán (le Bogotazo) et après des attaques du gouvernement colombien sur des villages, les FARC avaient pour objectif à l'origine le recours à une courte et incisive campagne de guérilla pour mettre le feu aux poudres d'une insurrection et d'une révolution générales.

Le conflit a dégénéré en une brutale guerre d'usure pendant un demi siècle, connaissant un point culminant sous la présidence de César Gaviria Trujillo, de 1990-1994, avec la création de groupes paramilitaires. Les Années de Terreur, sous l'administration Uribe en 2002 – 2010, ont été une période

violente pour les communautés rurales, les syndicalistes, les militants sociaux et la guérilla. Avec le soutien de la CIA, Uribe a recruté des escadrons de la mort, pour former les paramilitaires, l'armée et des groupes d'auto-défense, qui ont été responsables de la mort de milliers de personnes.

Les FARC ont répondu avec des enlèvements, des demandes de rançon et du trafic de drogue, faisant payer un lourd tribut aux communautés civiles et rurales. Une partie de la violence la plus grave a eu lieu au sein des secteurs économiques stratégiques et des régions où IndustriALL compte des affiliés, comme le pétrole, les mines et les industries extractives. **Les syndicats colombiens misent beaucoup sur les accords de paix et la reconstruction de la société.**

DES SYNDICATS CONSTRUISANT LA PAIX



1

Le mouvement syndical en Colombie lutte avec acharnement pour construire une paix et une justice historique et réparatrice qui transforme la société.

Fabio Arias Giraldo de la centrale syndicale CUT (Central Unitaria de Trabajadores), est convaincu que l'accord de paix a été rejeté en raison de la force de la droite et de l'extrême polarisation de la Colombie :

“La polarisation politique en Colombie est très forte et le vote est le résultat de celle-ci. Les forces les plus réactionnaires du pays sont toujours bien présentes dans différents secteurs de la société et, malheureusement, en voilà le résultat.

“Nous pensions impossible que ceci puisse arriver, mais cela a été le cas. Cela correspond à un glissement à droite qui a commencé avec Uribe. Il y a 13 ans de cela, il a entamé une polarisation du pays qui avait trait au problème de la violence politique, qui a marqué beaucoup de gens et fait trop de victimes. Il y a une réaction contre ça.”

Giraldo soutient que le faible taux de participation et le manque d'enthousiasme pour l'accord tient au fait qu'aucune des deux parties n'est populaire dans l'électorat :

“Les deux parties qui ont signé l'accord ne sont pas trop bien perçues par la vaste majorité de la population. Il y a beaucoup d'opposition à la violence politique que les FARC ont généré, ainsi que beaucoup d'insatisfaction par rapport au gouvernement

au vu de toutes ses mesures prises contre la société civile.

“Ces deux situations se sont donc combinées et, malheureusement, Uribe a tenu un discours trompeur. Il a souligné combien la violence avait été nuisible, ce qu'elle avait signifié pour les victimes et il y a ajouté un certain nombre de considérations religieuses. Cette combinaison est devenue très destructrice par rapport aux chances de pouvoir approuver ces accords de paix en Colombie et cela a signifié notre défaite.”

Cesar Loza Arenas, président de l'affilié d'IndustriALL Global Union, le syndicat du pétrole et du gaz USO, nous dit :

“Nous ne pouvons pas donner d'espace aux ennemis de la paix. La paix est un droit pour tous les Colombiens, comme il l'est pour les travailleurs. Nous soutenons la paix. Cela ne veut pas dire que nous sommes d'accord avec les politiques du gouvernement mais s'agissant de la paix, nous sommes tous unis.”

Giraldo ajoute :

“Le peuple colombien, et en particulier la jeunesse, n'abandonne pas. Il existe une large mobilisation sociale en Colombie. Nous avons maintenant réalisé, même ceux qui ont voté “non”, que nous avons fait une grave erreur et nous sommes descendus dans les rues.

“Donc maintenant, il ne se passe pas un jour sans une forte mobilisation dans les rues pour dire au gouvernement et aux tenants du “non” que nous ne pouvons pas rater cette occasion d'obtenir la paix.”



2

“Les mobilisations nationales, le soutien de la communauté internationale et le soutien que nous donnons de l'intérieur, nous le mouvement syndical, va nous aider à sortir de cette impasse et obtenir la paix, ce que la vaste majorité de ceux qui vivent en Colombie aujourd'hui n'ont jamais connu.”

Au cours du 2^e Congrès d'IndustriALL en octobre, 1.500 délégués ont unanimement soutenu une résolution de solidarité pour regretter le résultat du référendum. Le Congrès a appelé le gouvernement colombien et les leaders des FARC à continuer leurs efforts en vue de négocier la paix et garantir le respect des libertés individuelles et collectives.



S'exprimant pour soutenir la résolution, Pablo Santos du syndicat de l'énergie affilié à IndustriALL SINTRAELECOL a dit :

“Nous appelons à une solution responsable pour obtenir la paix. Des millions de gens ont été déplacés et des milliers de gens, y compris des syndicalistes, ont été tués. Il est maintenant temps de faire preuve de solidarité.”

“Cette résolution montre que nous avons le soutien du mouvement syndical international, qui nous encourage, nous travailleurs de Colombie, à aller de l'avant. Nous ne sommes pas seuls dans ce combat,” a dit Loza Arenas.

Les FARC sont considérées comme une organisation terroriste par la Colombie, les États-Unis, le Canada ainsi que l'UE et comme un groupe d'opposition légitime par un certain nombre de pays d'Amérique du Sud. L'orientation politique des FARC est au départ “Bolivariste”, soit une guérilla paysanne d'obédience marxiste-léniniste.

Pour leur part, les forces paramilitaires de droite, l'armée colombienne, la police et les services de sécurité ont été lourdement impliqués dans des violations à grande échelle des droits de l'homme. Dans les années 1980, les FARC avaient abandonné la guérilla pour participer au processus électoral en formant le parti Union Patriótica (UP) avec certains groupements de gauche et des syndicats. L'UP s'est bien comportée aux élections mais 5.000 de ses membres, y compris certains candidats, ont été assassinés.

Environ 220.000 personnes ont été tuées entre janvier 1958 et décembre 2012. La violence en Colombie a conduit à l'assassinat de 4.000 syndicalistes, à sept millions de personnes déplacées et à plus de 600.000 disparitions forcées.

- 1 Fabio Arias Giraldo CUT Colombia. *IndustriALL*
- 2 Cesar Loza Arenas USO Colombia. *IndustriALL*
- 3 Pablo Santos au Congrès IndustriALL. *IndustriALL*



VALTER SANCHES

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL D'INDUSTRIALL GLOBAL UNION



Je pense que notre plan d'action, avec nos cinq objectifs stratégiques, met le doigt sur beaucoup de nos défis et nos objectifs sont tous liés. Mais lorsque nous voyons ces terribles accidents dans la démolition des navires, les mines ou la confection, nous voyons le visage le plus cruel de la cupidité des entreprises.

rencontre

Syndicat : IndustriALL Global Union

Pays : Brésil

Texte : Léonie Guguen

Photos : IndustriALL

Le 5 octobre 2016, Valter Sanches du Syndicat brésilien CNM/CUT a été élu Secrétaire général d'IndustriALL Global Union. Sanches, un ancien métallurgiste et militant syndical de toujours, dirigera IndustriALL au cours des quatre prochaines années.

 vsanches@industriall-union.org

 facebook.com/valter.sanches

 [@ValterSanches](https://twitter.com/ValterSanches)

Peux-tu nous dire un petit mot sur tes origines au Brésil ?

Je suis né dans les campagnes du sud du Brésil dans le Paraná. Lorsque j'avais six ans, ma famille, comme beaucoup d'autres au Brésil, a dû aller s'installer à São Paulo après les terribles gelées qui ont affecté l'agriculture pendant les années 1960. Beaucoup ont tout perdu, comme nous.

Comme beaucoup de brésiliens, j'ai commencé à travailler à 16 ans. Un an plus tard, j'ai rejoint une usine d'ingénierie mécanique comme ouvrier sur machine. En 1985, à 21 ans, je suis passé chez Rolls Royce comme technicien pour ensuite aller chez Mercedes Benz comme ingénieur de fabrication.

Quand et pourquoi t'es-tu impliqué dans les activités syndicales ?

Je suis devenu membre du syndicat dès que j'ai commencé à l'usine d'ingénierie, alors que j'avais 17 ans. Nous vivions sous la dictature et donc, **j'avais un fort désir de combattre l'injustice et le manque de liberté de cette époque, sans parler des problèmes économiques.** La fin de la dictature a été suivie par une succession de gouvernements néo-libéraux qui ont causé un tas de problèmes aux travailleurs et travailleuses, donc m'impliquer dans le syndicat est venu naturellement.

Le premier poste auquel j'ai été élu concernait le comité de santé et sécurité, qui est obligatoire en vertu de la législation brésilienne. J'ai ensuite été élu au Conseil d'Entreprise de Mercedes Benz en 1992 pour y être ré-élu à de multiples reprises.

Tu as un diplôme en géographie de l'université de São Paulo, comment as-tu fait pour caser ça ?

Quand j'avais 20 ans, il était rare pour un ouvrier d'usine d'aller à l'université ; les perspectives de la société étaient très étroites. L'effet d'entonnoir était grand et il y avait peu de places pour les millions de personnes qui voulaient aller à l'université. Au Brésil, il est plus courant pour des gens comme moi d'aller au cours du soir et de travailler dans la journée. C'est donc ce que j'ai fait. Je n'étais pas sûr de vouloir travailler toute ma vie dans une usine ou faire autre chose, dans la recherche ou la géographie.

Cependant, le militantisme était dans mon sang, donc j'ai pensé que même si je faisais passer ma carrière au second plan, il serait plus utile de rester à l'usine et m'impliquer davantage dans le syndicat à lutter pour les droits des travailleurs et la justice sociale. J'ai eu un poste au niveau national à la CNM/CUT en 2003 et puis plusieurs autres là, dont celui de secrétaire général et à la fin de secrétaire international.

Comment décrirais-tu ta carrière syndicale jusqu'ici ?

Toute ma vie j'ai brisé des barrières.

J'ai été le premier Brésilien au Conseil d'entreprise mondial ; j'ai fait partie du groupe de travail qui a négocié notre accord-cadre mondial chez Daimler (maison-mère de Mercedes Benz) en 2002 et j'ai ensuite été le premier Brésilien, et je suis toujours le seul non-Allemand, au conseil de surveillance de Daimler. Et maintenant, je suis le premier Secrétaire général d'une Fédération syndicale internationale issu de l'hémisphère sud dans l'histoire d'IndustriALL et des organisations qui sont à son origine.



Pourquoi est-il pertinent pour IndustriALL d'avoir un dirigeant issu de l'hémisphère sud ?

Bien sûr, tous les affiliés veulent avoir quelqu'un qui est bien qualifié, un démocrate qui est en consultation permanente avec eux, donc ce sont là les principales exigences

Mais être du Sud signifie que j'apporte d'autres expériences. Par le passé, la plupart des responsables des Fédérations internationales venaient d'Europe ou d'Amérique du Nord. Ce n'est pas qu'ils n'ont pas une sensibilité pour les pays en développement, mais c'est une expérience supplémentaire que de vivre vraiment dans ces conditions, dans un environnement très anti-syndical, sous la dictature ou sous des gouvernements néo-libéraux, sous une dure répression, dans des conditions de travail précaires voulues par les multinationales et leurs chaînes d'approvisionnement.

À quels défis IndustriALL et ses affiliés sont-ils confrontés ?

J'ai été syndicaliste pendant le plus clair de ma vie et je pense qu'il y a un tas de défis qu'il faut relever dans le monde. J'ai été impliqué dans le travail de solidarité internationale pendant longtemps dans mon syndicat et j'ai donc décidé de relever ce défi.

Je pense que notre plan d'action, avec nos cinq objectifs stratégiques, met le doigt sur beaucoup de nos défis et nos objectifs sont tous liés. Mais lorsque nous voyons ces terribles accidents dans la démolition des navires, les mines ou la confection, nous voyons le visage le plus cruel de la cupidité des entreprises.

Le travail précaire est un défi important. Même en Allemagne, avec les meilleures conditions de travail du monde, le capital trouve le moyen d'instiller du travail précaire sous forme de travail en sous-traitance ou intérimaire.

Nous devons construire des syndicats plus forts pour combattre le travail précaire, sinon il y aura beaucoup d'emplois perdus dans des pays qui ne

générent pas d'emplois de qualité ailleurs. Nous devons donc aider les syndicats à se renforcer, à faire grandir leurs effectifs, à obtenir de meilleures formations pour que les salariés puissent faire leur travail. Nous devons agir dans la solidarité chaque fois que l'un d'entre nous est attaqué.

Par-dessus tout, nous sommes au milieu d'un bond technologique (Industrie 4.0) qui va affecter, et est déjà en train d'affecter, toute l'industrie. Dans un proche avenir, des secteurs entiers vont disparaître. Certains autres vont apparaître mais ils vont très probablement engendrer bien moins de postes d'emploi. C'est pourquoi nous devons nous évertuer à obtenir des politiques industrielles durables dans nos pays et régions. Nous devons avoir des syndicats aussi forts que possible pour pouvoir exiger que les gouvernements nous donnent une place à la table pour obtenir de bonnes politiques industrielles et résister au pouvoir des multinationales.

Comment penses-tu qu'IndustriALL doit se développer au cours des quatre prochaines années ?

Nous devons apporter quelques améliorations à nos structures, dans nos régions et à l'ensemble du travail d'IndustriALL pour pouvoir mieux servir nos affiliés. Au cours de la période écoulée, IndustriALL a fait plein de bonnes choses et mené beaucoup de campagnes fructueuses. L'Accord sur les mesures de sécurité ayant trait aux incendies et aux bâtiments au Bangladesh a été un grand succès, en mettant en place une structure légalement contraignante pour inspecter et faire mettre aux normes plus de 1.600 usines de confection dans le pays.

La campagne Rio Tinto a rassemblé des affiliés de sites du monde entier, exigeant que le géant minier engage le dialogue avec les syndicats. Bien qu'il nous reste du travail à faire, la campagne Rio Tinto a forcé l'entreprise à opérer de réels changements, à remplacer certains directeurs antisyndicaux et à ouvrir la porte à nos affiliés pour qu'ils puissent syndicaliser davantage de leurs sites de production.

Et je dirais que nombre de nos réseaux syndicaux au sein de multinationales sont une autre réussite. Pourtant, nous pouvons mieux communiquer avec nos affiliés et les interroger lorsqu'une question les affecte ou peut bénéficier de leur apport.

D'une manière cruciale, nous devons utiliser la force dont nous disposons au sein de nos réseaux syndicaux et par nos accords-cadres mondiaux pour rendre les multinationales responsables de leurs chaînes d'approvisionnement. Nous devons aussi aider les syndicats à organiser syndicalement les travailleurs et travailleuses des chaînes d'approvisionnement, car c'est là que l'essentiel du travail précaire se situe.

IndustriALL 2^{ème} Congrès

Rio de Janeiro, Brésil
3-7 Octobre 2016

rapport du congrès

Pays : Brésil

Texte et photos : Cherisse Gasana



1.500 délégués venus de partout dans le monde se sont réunis à Rio de Janeiro, au Brésil. Trois journées de Congrès exaltantes, depuis l'ouverture colorée avec le discours du Président Lula recevant une ovation debout jusqu'aux débats, élections et résolutions de solidarité.

Chacune des sessions du Congrès avait pour thème un des cinq objectifs stratégiques d'IndustriALL. Avec des délégués syndicaux et un employeur sur scène pour montrer aux délégués quelles actions étaient menées pour construire des syndicats forts, défendre les droits des travailleurs, confronter le capital mondial, promouvoir une politique industrielle durable et combattre le travail précaire.

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE



BERTHOLD HUBER, Président d'IndustriALL 2012-2016

“Nous sommes une fédération syndicale basée sur le principe de solidarité mutuelle. Nous nous épaulons, nous sommes amis et alliés et nous ne laissons personne tomber. Peu importe s'il ou elle travaille dans les mines, la chimie et l'énergie, le textile et la confection, la métallurgie ou l'électronique. Peu importe s'il ou elle a un travail permanent, précaire ou atypique ou travaille dans le secteur informel. L'unité nous rend forts. Ce n'est qu'ensemble que nous pouvons faire avancer les choses. Cependant, cela signifie également qu'à l'inverse, IndustriALL ne peut être forte que dès lors que tout le monde plaide sa cause.”



MIGUEL TORRES, Président de la CNTM/ Força Sindical

“Il existe de nombreuses menaces différentes de la part du monde politique et des affaires visant à briser le pouvoir syndical. Pour faire face à ces défis, le mouvement syndical brésilien a produit un énorme effort pour avancer une alternative, pour faire augmenter le revenu moyen et pour garantir une éducation pour tous.

Nous saluons tous les délégués au nom de l'unité, pour que nous puissions consolider et faire aller de l'avant le mouvement syndical international afin de confronter le capital. Nous devons montrer l'unité de tous les travailleurs !”



PAULO CAYRES, Président de la CNM/CUT

“La démocratie est un droit non-négociable.

Après 38 années de lutte, nous avons pu changer notre pays. Nous avons pu extirper 36 millions de personnes de la pauvreté absolue. Mais les riches ne peuvent l'accepter et vont continuer à essayer de détricoter le travail que nous avons accompli.

Le Camarade Lula est celui qui nous a apporté tout ce changement et il est sous le feu des attaques. Nous devons le défendre.”



LULA DA SILVA, Président du Brésil de 2003 à 2011

“J'ai rejoint le mouvement syndical en 1969 alors que j'avais 24 ans. En 1972, j'étais un délégué de la base. Je suis devenu président de ma section du Syndicat des métallurgistes brésiliens en 1975. En 1980, j'ai été banni par le régime militaire, en raison des grèves que nous avons organisées.

Pourquoi est-ce que je vous raconte tout ça ? Parce que la lutte continue.

La lutte va continuer encore longtemps si nous n'y prenons garde.

Nous accomplissons de réels progrès au Brésil, en créant de bons emplois, en bâtissant une économie puissante et durable. Mais le coup d'État de la droite menace de tout détricoter.

Je le dis avec plaisir et fierté : un autre monde est possible.



AFRO LATA en provenance des favelas de Rio de Janeiro

En 1998, quelques jeunes de Vicar General, une favela du nord de Rio, se sont réunis pour former un groupe. Face au manque d'instruments de percussion traditionnels, ils ont commencé à jouer avec des bouts de manches brosse, des bidons de pétrole, des tonneaux et des seaux en plastique. Autodidactes, ils ont appris les percussions de manière complètement intuitive. Prouvant que la musique est un art authentiquement démocratique ; le groupe Afro Lata était né.



Youth in Action

**Une intervention dynamique de Juventud
en movimiento – La jeunesse en Action !**

Quatre-vingts jeunes syndicalistes venus d'Amérique latine, d'Allemagne, de Russie, du Japon et d'Autriche ont fait une entrée surprise dans la salle du Congrès avec des tambourins, des calicots et des drapeaux en chantant "je suis IndustriALL".



“

Jyrki Raina, Secrétaire général
d'IndustriALL 2012-2016

**Les jeunes sont à la fois
le présent et l'avenir du
mouvement ouvrier. Les
syndicats doivent leur fournir
l'espace nécessaire pour se
révéler en tant que futurs
dirigeants syndicaux.**

Le 3 octobre, une Réunion des Jeunes s'est tenue afin d'assurer la participation active de jeunes syndicalistes venus de partout dans le monde. Elle a également fourni une plateforme pour planifier une intervention lors de la plénière du Congrès.

Les participants ont débattu du besoin de mettre des formations à disposition des jeunes, de créer des opportunités pour eux au sein des structures syndicales et de créer des politiques délibérées et spécifiques en faveur des jeunes.



VISIONNER



CONSOLIDER LE POUVOIR SYNDICAL

Organiser syndicalement et garder des adhérents est la priorité numéro un d'IndustriALL.

Des syndicats industriels forts sont la base de notre faculté à négocier et de notre légitimité en tant que porte-paroles de la population active. Par le biais de l'extension du recrutement et de la structuration syndicale, IndustriALL construit des syndicats forts, unis, démocratiques, indépendants, représentatifs et auto-suffisants partout dans le monde.

MARTIN LINDER, Unionen, Suède

“En 2010, Unionen perdait des membres et quelque chose se devait d'être fait. Nous avons décidé de faire évoluer notre orientation de la résolution des problèmes à la fourniture d'améliorations. Avec l'aide de super-héros et de promotions traditionnelles, nous avons donné à voir aux gens qu'une adhésion pouvait leur donner de superpouvoirs.”



BENEDICTA MOHAPI MAMAKALO, IDUL, Lesotho

“Le textile et la confection constituent la principale industrie du Lesotho. Traditionnellement, cinq différents syndicats recrutaient les 40.000 travailleurs et travailleuses de notre petit pays. Mais, en dépit de syndicalistes dynamiques, la condition ouvrière ne s'est pas améliorée au fil des années. Cependant, avec le soutien d'IndustriALL, les trois plus grands syndicats du Lesotho ont commencé à œuvrer ensemble. Une campagne commune sur le congé de maternité a conduit à son extension d'une à quatre semaines.”



RANE VIDYADHAR, SMEFI, Inde

“La SMEFI est passée de zéro à vingt mille membres au cours des dix dernières années. Nous avons gagné 10.000 membres depuis 2012, année où IndustriALL a été créée. La syndicalisation ne se limite pas à l'Inde mais s'étend maintenant au Bangladesh et au Pakistan où plus de 50.000 travailleurs du domaine de la démolition des navires attendent notre soutien syndical.”



PATRICIA FORD

Unite the Union, Royaume-Uni

“Nous avons un nouvel engagement à renforcer la puissance syndicale et IndustriALL détient là un rôle clé au niveau mondial.”



SANJAY VADHAVKAR, SMEFI, Inde

“Il est réellement important d'avoir une coopération régionale : les syndicats indiens doivent unir leurs forces à ceux de Corée et du Japon.”



INGRID NANCY APRIL, MANWU, Namibie

“Nous avons le même slogan d'où que nous venions dans le monde : une attaque contre un est une attaque contre tous. Aucun parti politique ne va améliorer nos vies. Seul la lutte syndicale y parviendra.”

RENOUD GAGNE, UNIFOR, Canada

“Rassembler des syndicats par le biais d'une fusion n'est pas simple, mais ça en vaut la peine.”



VISIONNER



POLITIQUE INDUSTRIELLE DURABLE

L'industrie est un moteur pour les emplois et le développement des économies nationales ainsi que le fondement pour de bons niveaux de vie. IndustriALL appelle à de fermes politiques industrielles qui fassent progresser la durabilité sociale, économique et environnementale.

IndustriALL n'abandonnera pas les décisions concernant l'avenir de nos industries, de nos emplois et de notre planète aux multinationales et aux forces du marché. Nous agissons pour promouvoir notre vision de ce que sont des industries et des emplois industriels durables auprès des gouvernements et des employeurs. Par le biais d'IndustriALL, nous faisons entendre la voix des travailleurs et travailleuses de l'industrie !

RALF BARTELS IGBCE, Allemagne

"Il n'y a pas d'emploi sur une planète morte et il n'y a pas de développement durable sans la paix et la sécurité. Il n'y a pas de réforme de l'énergie avec des entreprises en faillite et des chômeurs. Donc, nous luttons pour une planète où le réchauffement climatique est limité à deux degrés Celsius ou moins. Nous luttons pour la paix et la sécurité sociale. Nous luttons pour des réformes de l'énergie qui conduisent les travailleurs vers des emplois respectueux de l'environnement et qui soient également plus décents."



ISSA AREMU NUTGTWN, Nigeria

"L'Afrique est un continent riche, béni par l'abondance de matières premières. Pourtant, nous n'en profitons pas parce que la valeur ajoutée intervient plus loin dans la chaîne d'approvisionnement, après que nous avons exporté les matières premières."



ULRIKA JOHANSSON Unionen, Suède

"Environ la moitié de tous les emplois vont disparaître avec la montée de la robotisation. Ce que cela montre, c'est qu'un certain nombre de professions sont plus sujettes à l'automatisation que d'autres. Nombre de ces emplois ne vont pas disparaître mais changer de caractère et de nature."

"Un exemple célèbre est celui de la manière dont les caissiers des banques ont été affectés par l'introduction des distributeurs automatiques de billets. Au lieu d'aller au chômage, ils ont été transformés en vendeurs de produits financiers."



CLAUDIA BLANCO, SINTRACARBON, Colombie

"L'avenir est dans nos mains à tous. Les actes que nous posons maintenant vont influencer le monde dans lequel nos enfants vivront. Ensemble, nous pouvons transformer nos industries pour apporter à tous dignité, sécurité et durabilité."



KHALID HOUIR ALAMI, SNTP-CDT, Maroc

"Moins d'emploi et du travail précaire sont d'importants défis au sein du processus de transition. Nous devons relever ces défis."

SASCHA ERNST, PRO-GE, Autriche

"Les jeunes doivent pouvoir trouver du travail dans la dignité. L'éducation et la formation sont essentiels, nous voulons formuler des politiques et prendre des décisions ; la jeunesse doit être respectée."

TAKAHIRO NONAKA, JEIU/JCM, Japon

"L'intelligence artificielle est un défi important pour la création de nouveaux emplois. Nous devons nous assurer que ceux-ci apportent des avantages aux gens."

CHARLOTTE UPTON, Unite the Union, Royaume-Uni

"La crise de l'industrie sidérurgique au Royaume-Uni est causée par le gouvernement. La stratégie industrielle pour le Royaume-Uni devrait prévoir de la formation pour renforcer les compétences, rapatrier la chaîne d'approvisionnement et générer de la plus-value sociale."

PAOLO PIRANI, UILTEC-UIL, Italie

"La peur de l'avenir nous empêche d'avancer. Elle conduit à un protectionnisme régressif. Nous devons accueillir les opportunités du futur et saisir cette chance de revendiquer un meilleur équilibre."



VISIONNER



CONFRONTER LE CAPITAL MONDIAL

IndustriALL fait entendre la voix des travailleurs au plan mondial, renforçant leur pouvoir afin d'influencer les entreprises et institutions de dimension mondiale dont les décisions et politiques affectent la vie de la population active.

Les syndicats affiliés recrutent à tous les échelons des chaînes d'approvisionnement des multinationales et les tiennent responsables des salaires et modalités d'emploi de tous les travailleurs qui créent leurs bénéfices, ce qui est conforme à leur responsabilité en vertu des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme.

TONY MAHER, CFMEU, Australie

"IndustriALL a conduit toute une série de campagne. Celle contre Rio Tinto, le géant minier, en est notre étendard. Cette campagne a été retentissante, professionnelle et musclée.

"Rio Tinto est en train de changer. Nous dialoguons avec l'entreprise. Mais nous n'allons pas les lâcher jusqu'à ce que nous soyons convaincus que le changement est fondamental."



CAROLINE BLOT FGMM-CFDT, France

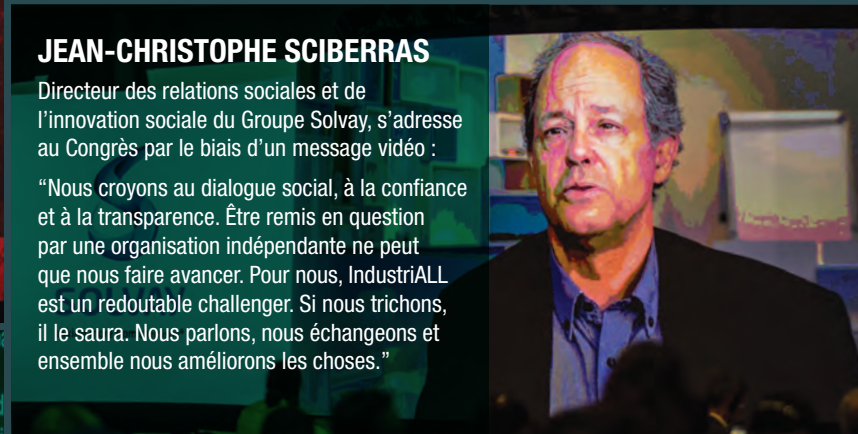
"IndustriALL a négocié 48 accords-cadres mondiaux. Ceux-ci n'empêchent pas l'émergence de problèmes, mais ils offrent un mécanisme pour les résoudre."



JEAN-CHRISTOPHE SCIBERRAS

Directeur des relations sociales et de l'innovation sociale du Groupe Solvay, s'adresse au Congrès par le biais d'un message vidéo :

"Nous croyons au dialogue social, à la confiance et à la transparence. Être remis en question par une organisation indépendante ne peut que nous faire avancer. Pour nous, IndustriALL est un redoutable challenger. Si nous trichons, il le saura. Nous parlons, nous échangeons et ensemble nous améliorons les choses."



Des affiliés sont montés sur scène pour dire :

- "Nous tenons C&A responsable"
- "Nous tenons Kik responsable"
- "Nous tenons Uniqlo responsable"
- "Nous tenons toutes les enseignes responsables"



VUYISANA KONZANI, NUM, Afrique du Sud

"Nous devons être unis dans le combat contre le capital. Être unis en tant que travailleurs et travailleuses du monde. Nous n'avons rien à perdre que nos chaînes. Nous avons un monde à conquérir."

EVERALDO DOS SANTOS, CNTM/FS, Brésil

"Le capital n'a pas de frontières. Notre solidarité ne doit pas davantage en avoir."

BENJAMIN GRUSCHKA, IG Metall, Allemagne

"Notre travail international, faisant usage de notre puissance de négociation collective, est une façon très efficace de représenter les travailleurs au sein des multinationales. Mais nous avons besoin de structures syndicales mondiales."

ELLY ROLISTA SILABAN, F GARTEKS SBSI, Indonésie

"Nous sommes cinq syndicats à avoir conclu un accord sur la liberté syndicale. Nous devons développer un cadre pour la gouvernance mondiale afin de mettre en œuvre les accords mondiaux. Fini le deux poids, deux mesures, fini la concurrence et fini de monter les travailleurs les uns contre les autres."

NAZMA AKTER, SGSF, Bangladesh

"Pour nous, le travail syndical au quotidien c'est nous confronter au capital mondial. Nous nous battons pour apporter de meilleures conditions de travail aux travailleurs et travailleuses du Bangladesh. L'Accord du Bangladesh a un impact très positif et pas seulement en termes de santé et sécurité, il a aussi amélioré le contexte de la syndicalisation."



VISIONNER



DÉFENDRE LES DROITS DES TRAVAILLEURS

IndustriALL est un fervent défenseur des droits des travailleurs et emploie tous les moyens possibles pour exercer une pression sur les entreprises et gouvernements qui les violent.

Lorsqu'elle est confrontée à des attaques à l'encontre des travailleurs et de leurs syndicats, IndustriALL utilise sa puissance au plan mondial dans des actions ciblées d'affiliés et dans des alliances stratégiques avec des organisations proches et d'autres organisations militantes.

L'objectif en est une reconnaissance universelle du droit des travailleurs à la liberté syndicale, à la négociation collective et à la grève, à des lieux de travail sûrs et sains et à la fin de toute forme de discrimination au travail.



MICHELE O'NEIL, Syndicat du textile, de l'habillement et de la chaussure, Australie

"Les syndicats australiens ont entendu l'appel à la solidarité de l'affilié d'IndustriALL, la FTZGSEU, lancé au nom des travailleurs licenciés. Nous avons fait publiquement campagne et fait en sorte que de nombreux clients des gants et condoms de Ansell exigent de l'entreprise qu'elle respecte les droits des travailleurs. Nous avons manifesté au siège de Ansell et lors de son assemblée générale des actionnaires. Et nous avons précisé à la direction de Ansell que nous n'abandonnerions pas le combat."

SQ ZAMA (Inde), a pris la parole au nom d'**ANTON MARCUS**, FTZGSEU Sri Lanka

"Ce soutien a forcé le PDG de Ansell à venir à la table et y négocier avec nous pour la toute première fois. Nous avons pu obtenir un accord avec Ansell et les grévistes licenciés reprennent le travail."



LEANNE FOSTER
USW, États-Unis

"Les travailleurs et travailleuses doivent se retrouver dans le travail d'IndustriALL. Une représentation, seule, ne signifie pas la diversité. Nous venons de syndicats dominés par les hommes et nous devons fournir des efforts particuliers pour y améliorer la place des femmes."

EMILIO MICELI
FILCTEM-CGIL, Italie

"Nous rassemblons des millions d'adhérents ; il n'existe pas d'autres organisations comme les nôtres. Nous avons une opportunité et une responsabilité unique de nous battre pour une meilleure façon de faire les choses."

ADNAN SERDAROGLU
Birleşik Metal-İş, Turquie

"La démocratie est une illusion en Turquie. Les règles du jeu changent tout le temps. Nous avons l'état d'urgence, une situation où le lion achète les chaînes de TV pour leur faire dire que les zèbres attaquent les lions."



MATS SVENSSON, IF Metall, Suède

"IF Metall soutient la campagne mondiale visant à défendre les droits des travailleurs en Corée du Sud. Nous avons fait pression sur l'ambassade de Corée du Sud en Suède et envoyé dans le pays des délégations de solidarité. Et nous sommes prêts à en faire davantage."

SEONGSANG KIM, KMWU, Corée

"Les syndicats sud-coréens apprécient grandement le soutien qu'IF Metall et les affiliés d'IndustriALL du monde entier ont apporté dans cette lutte. Nous avons une longue et dure bataille devant nous et nous apprécions votre soutien permanent."

VISIONNER



STOP AU TRAVAIL PRÉCAIRE

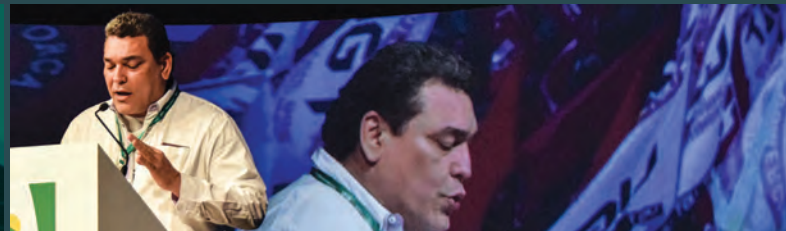
IndustriALL fait campagne pour conscientiser davantage sur la manière dont le travail précaire sape les droits des travailleurs et sur son énorme impact pour l'ensemble de la société.

Par la syndicalisation, la négociation collective, la tenue de campagnes et le combat législatif, dire STOP au travail précaire sous toutes ses formes est une priorité et le sera jusqu'à ce que l'ensemble des travailleurs et travailleuses aient accès à un travail stable avec la protection de tous leurs droits, y compris celui de rejoindre un syndicat.



LANA PAYNE
UNIFOR, Canada

“Notre programme de négociation contient une importante directive pour exclure le travail en sous-traitance en relevant les niveaux pour nos adhérents occupant des emplois à bas salaires et précaires ainsi qu'en améliorant la stabilité, la sécurité et l'équilibre entre vie professionnelle et privée pour nos membres sur l'ensemble de l'éventail industriel.”



IGOR DIAZ LOPEZ, SINTRACARBON, Colombie

“Chez SINTRACARBON nous avons modifié nos structures syndicales pour permettre l'affiliation des travailleurs précaires et œuvré pour assurer leur inclusion dans les conventions collectives, ce qui à son tour a amélioré leurs conditions de travail. Nous n'aurons de répit tant que nous n'aurons non seulement l'affiliation des travailleurs externalisés, mais aussi de véritables changements de la législation pour eux en Colombie.”



MARIA CARMO, CNQ/CUT, Brésil

“J'ai débuté dans le travail externalisé par le biais d'une entreprise de nettoyage. Mon salaire était la moitié de celui de mes collègues. Je devenais malade à force d'inhaler les émanations du matériel. Chaque jour je pouvais recevoir un horaire de travail différent. Je ne pouvais pas planifier ma vie sociale, étudier ou avoir une vie de famille.

Avec mon syndicat, j'ai retrouvé mon amour-propre. Tous les travailleurs devraient bénéficier du même traitement, qu'ils soient sous-traitants ou permanents. Et ils doivent tous être syndiqués.”

Un groupe d'affiliés a crié ensemble “nao nao nao a precarização” (non non non au travail précaire). Le nouveau logo STOP au travail précaire a été dévoilé pendant qu'il défilait dans la salle du Congrès.



DIRE STOP AU TRAVAIL PRÉCAIRE CHEZ RIO TINTO

Pour marquer la Journée du Travail décent, des centaines de photos ont été partagées sur les médias sociaux de délégués du Congrès portant un calicot appelant le géant minier Rio Tinto à dire STOP au travail précaire sur tous ses sites de production de par le monde.



MAYRA JIMENEZ, FUTRAZONA-CTU, République dominicaine

“Le travail précaire semble être la règle en Amérique centrale. Les syndicats doivent exiger que nos gouvernements promeuvent le travail décent et arrêtent d'être au service d'un monde des affaires qui rend les riches plus riches et les pauvres plus pauvres.”



RICARDO DOS SANTOS, CNM/CUT, Brésil

“Si nous œuvrons ensemble nous pouvons combattre le travail précaire. Aujourd'hui, nous nous retrouvons avec beaucoup de syndicats. L'unité est ce dont ce monde a besoin pour contrer les attaques de la droite qui nous enlève nos droits.”





fighting forward



JYRKI RAINA
Secrétaire général 2012-2016

“Nous avons lancé une nouvelle ère de solidarité syndicale internationale. Il nous faut la plus grande unité possible pour combattre le capital. Les travailleurs et travailleuses de ce monde n’ont pas besoin de 600 syndicats différents : les syndicats doivent unir leurs forces au bénéfice des travailleurs. Nous devons nous muscler pour construire une vraie force au plan industriel.”

LE 2^{ÈME} CONGRÈS DE INDUSTRIALL A RIO A ÉLU LA NOUVELLE DIRECTION POUR LES QUATRES PROCHAINES ANNÉES.



JÖRG HOFMANN
Président d’IndustriALL

“Votre engagement a fait de ce Congrès un forum d’échange très vivant. Nous, syndicats d’IndustriALL, avons constitué un très bon plan d’action.

Nous devons devenir le contrepoids du capitalisme mondial.”



VALTER SANCHES
Secrétaire général d’IndustriALL

“Tous les points de notre plan d’action sont liés ; nous ne pouvons prétendre à combattre le travail précaire sans parler de renforcement syndical, de confrontation avec le capital mondial et de défense des droits des travailleurs.

Nous constatons que le travail précaire trouve toujours une faille, même en Allemagne, qui possède les normes les plus élevées de toutes. La seule manière d’avancer est de participer au renforcement de nos syndicats dans la région.”



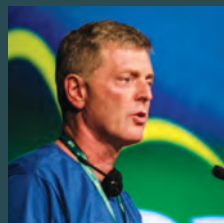
JENNY HOLDCROFT
Secrétaire générale adjointe d’IndustriALL

“Confronter le capital mondial et l’une des parties les plus importantes de

notre plan d’action. Le capital mondial cherche à optimiser ses profits. Les traités commerciaux affectent les droits des travailleurs.

Nous ne disposons pas d’une architecture mondiale qui permette aux syndicats de fonctionner. Il nous appartient de la constituer. Nous construisons avec succès des accords-cadres mondiaux. Nous sommes fiers de l’Accord sur les mesures de sécurité ayant trait aux incendies et aux bâtiments au Bangladesh, il nous en faut d’autres comme celui-là.

Nous allons continuer à nous battre et nous vaincrons !”



ATLE HØIE
Secrétaire générale adjointe d’IndustriALL

“Il est malheureux d’avoir à défendre les droits fondamentaux des travailleurs, des

droits que nous avons conquis il y a longtemps. Mais la solidarité, ça fonctionne.

Je m’attends à ce que nombre d’entre vous demandent le soutien d’IndustriALL dès lors que vos droits seront sous le feu des attaques. Nous vous soutiendrons. Dans le même temps, je demande que lorsque nous vous demanderons votre solidarité, vous l’apportiez également.”



KEMAL ÖZKAN
Secrétaire générale adjointe d’IndustriALL

“La manière de penser les politiques industrielles à l’ancienne,

sans tenir compte des impacts sociaux et environnementaux, ne fonctionnera plus.

Tout débat sur une politique industrielle durable doit comprendre un plan pour une Transition juste.

Des changements s’opéreront, que nous agissions ou pas. Cependant, si nous ne revendiquons pas de mesures pour assurer une Transition juste, nous sommes sûrs qu’elle sera injuste. Si un avenir durable est notre objectif, une Transition juste est le pont qui nous y mènera.”

LES CONFÉRENCIERS INVITÉS



GUY RYDER
Directeur général de l'OIT
"La constitution d'IndustriALL a représenté une bonne nouvelle pour le monde du travail.

Ce Congrès se réunit dans des circonstances traumatisantes. Nous sommes dans une économie mondiale qui a perdu la capacité et la volonté de croître depuis la crise financière de 2008. Et davantage de mauvaises nouvelles nous attendent encore. Cela signifie du chômage de masse et les jeunes en seront les premières victimes.

Réfléchissons à nos défis. Nous vivons un moment où tout acte du processus démocratique entraîne la prise de conscience que ce qui fût autrefois impensable est maintenant possible et, dans certains cas, se réalise. L'effondrement de l'économie a amené une crise sociale et de graves dangers politiques.

À mesure que notre économie change, l'avenir du travail doit être décidé par nous, pas pour nous."



SHARAN BURROW
Secrétaire générale de la CSI
"Le modèle économique mondial est en pièces et riches et corrompus sont en marche.

Ici même, au Brésil, nous avons un coup d'État dirigé contre l'œuvre de notre camarade, l'ancien Président Lula. L'héritage de Lula, l'héritage des syndicats, est en train d'être détruit.

Au sein des chaînes d'approvisionnement, des millions de travailleurs et travailleuses n'ont aucune chance d'obtenir un travail décent sans nous. Il existe une main d'œuvre cachée qui constitue jusqu'à 90% des travailleurs des chaînes d'approvisionnement. Trop c'est trop. Nous exigeons une Convention de l'OIT sur les chaînes d'approvisionnement. Nous réclamons un état de droit.

Nous avons publié un rapport sur un scandale mondial : Révélations sur Samsung. Ceci constitue l'un des exemples les plus malfaisants de chaînes d'approvisionnement échappant à tout contrôle. Nous avons une main-mise des entreprises sur l'État : on s'en prend aux droits des travailleurs à l'instigation du capital.

Jyrki, tu es un grand leader syndical et un grand ami, je te souhaite le meilleur.

Je salue l'arrivée de la nouvelle équipe de direction, constituée de formidables camarades."

RÉSOLUTIONS APPROUVÉES PAR LE CONGRÈS

CORÉE DU SUD



Resolution d'urgence sur la Corée du Sud

Le Président de l'affilié d'IndustriALL KMWU (Syndicat des métallurgistes coréens) Sang Gu, a confié au Congrès que le gouvernement est en train de faire disparaître les législations qui protègent les travailleurs en appelant cela une réforme du travail. Les travailleurs et leurs syndicats sont sous le feu des attaques et le gouvernement sud-coréen ne garantit pas de manière adéquate la liberté syndicale et le droit à négocier des conventions collectives.

Les participants du Congrès ont reçu des bandeaux rouges et ont ainsi approuvé la résolution dans un style purement coréen !

COLOMBIE



PABLO SANTOS
SINTRALECOL Colombie
"Nous appelons à une solution responsable pour apporter la paix. Le comité Nobel a pris la décision d'attribuer le Prix Nobel de la Paix au Président

Santos. C'est un pas important pour reconnaître les efforts en faveur de la paix. Nous avons des millions de personnes déplacées et des centaines, y compris des syndicalistes, assassinées. Nous soutenons cette résolution à l'unanimité. Le moment est venu pour la solidarité."

FORD



ANNE DONNELLEN
AMWU, Australie

"Pendant de nombreuses années, les usines Ford ont connu des taux élevés de syndicalisation. Ford a pris la décision de réduire sa production d'automobiles

en Australie. Nous ne pouvons pas garder le silence à propos de la fermeture de Ford en Australie : c'est un désastre. L'industrie automobile a fourni de l'emploi à des milliers de travailleurs et nombre de ces postes vont être perdus. J'en appelle à votre soutien pour cette résolution basée sur les principes de la solidarité mondiale pour les travailleurs de Ford et leurs familles et à une condamnation collective de la pensée néo-libérale des gouvernements"

VOLKSWAGEN



KRISTYNE PETER
UAW, Etats Unis

"160 ouvriers qualifiés de l'usine Volkswagen ont voté l'adhésion à l'UAW. Cependant, Volkswagen a refusé de reconnaître le syndicat. L'entreprise refuse

d'appliquer son propre accord-cadre mondial avec IndustriALL. Elle refuse de se plier à la législation du travail des États-Unis. Cette affaire a le potentiel d'affecter tous les travailleurs de tous les syndicats partout dans le monde. Nous avons fixé une date limite à l'entreprise pour agir. Mais en l'absence de réponse de sa part, nous devons aller de l'avant."



TONY BURKE
Unite the Union, Royaume Uni

"VW doit immédiatement rompre son immobilisme et entamer la discussion. S'il est acceptable de négocier avec les travailleurs en

Allemagne, comment peuvent-ils refuser de négocier avec les travailleurs de l'UAW en Amérique ? Valter, tu dois leur remettre un préavis en leur disant que nous allons revenir sur notre accord si VW ne négocie pas avec les travailleurs à Chattanooga."

CARLTON-UNITED BREWERIES



ANDREW DETTMER
AMWU, Australie

"Le boycott syndical des produits de CUB a conduit à des pertes de ventes significatives. Cette résolution demande votre soutien pour condamner les actions d'InBev et votre solidarité pour la réintégration des 55 ouvriers de maintenance de CUB."

des 55 ouvriers de maintenance de CUB."

BRÉSIL



LUCINEIDE VARJAO
CNQ/CUT, Brésil

"Les travailleurs partout dans le monde font face à de graves attaques. Ici au Brésil, avec le coup d'État, le gouvernement applique un programme qui retire

des droits et des allocations sociales. Les membres du parlement du Brésil ont changé les règles et cela va entraîner de grandes pertes pour la souveraineté du pays. Ce que nous avons acquis au cours des 12 dernières années est en train d'être détricoté par le coup d'État du gouvernement. Celui-ci ne respecte pas la démocratie, les femmes et la jeunesse. Les droits ne doivent pas être restreints et nous avons besoin de votre appui !"

profil

Syndicat : **Syndicat des métallurgistes et des mécaniciens d'Iran (UMMI)**

Pays : **Iran**

Texte : **Walton Pantland**



1

DES SYNDICATS LIBRES ET INDEPENDANTS SE BATTENT POUR LES DROITS DES TRAVAILLEURS EN IRAN

En octobre, le Syndicat des métallurgistes et des mécaniciens d'Iran (UMMI) est devenu le premier affilié d'Iran à rejoindre IndustriALL. Cette affiliation est un pas significatif dans un pays où les syndicats sont persécutés et les syndicalistes emprisonnés.

Le mouvement syndical libre et indépendant se bat pour les droits du travail fondamentaux en dépit de la répression, des emprisonnements, des sentences de mort et des exécutions extrajudiciaires.

L'UMMI a été fondé à l'origine en 1960. Après 1983, le syndicat a été forcé de fonctionner clandestinement pendant plus de deux décennies, mais depuis 2005, il opère ouvertement. Bien qu'il n'est pas reconnu officiellement par l'État ou les employeurs, l'UMMI représente un nombre considérable de travailleurs d'usines d'assemblage de véhicules ou de composants, d'aciéries ou d'entreprises de détergents.

Le syndicat n'est pas en mesure de fonctionner ouvertement sur le lieu de travail, car les travailleurs soupçonnés d'être des adhérents sont licenciés et arrêtés. En dépit de cela, le syndicat parvient à mobiliser les travailleurs, qui sont impressionnés par l'indépendance, le militantisme et la résistance de l'UMMI.

L'Iran est gouverné par un régime théocratique autoritaire et est considérablement à la traîne en matière de normes internationales du travail. Il doit toujours ratifier les conventions internationales fondamentales 87 et 98 de l'Organisation internationale du travail sur la liberté syndicale et la négociation collective.

En théorie, les travailleurs ont le droit de se syndiquer, mais recruter syndicalement sur le lieu de travail n'est pas permis. Les grèves sont réprimées par les forces de sécurité, des milices et la police anti-émeutes. Plus tôt dans l'année, 17 travailleurs de la mine d'or Agh Darreh en Azerbaïdjan occidental ont été fouettés en public pour avoir protesté contre le licenciement de 350 de leurs collègues.

L'Iran était gouverné par un monarque soutenu par l'Occident, le Shah, jusqu'à la révolution en 1979. La révolution avait des tendances gauchistes et anti-impérialistes aspirant à des réformes fondamentales de l'ordre économique, social et politique et a été soutenue par des grèves dans l'industrie du pétrole et de nombreux autres secteurs. De nombreux iraniens ont espéré que cela allait améliorer la vie des gens ordinaires.

Les islamistes ont pris le contrôle du mouvement sous l'autorité de l'Ayatollah Khomeini, qui avait promis des réformes socio-économiques. Ces promesses ont été trahies et les organisations de travailleurs indépendantes ont été réprimées, menant à la clandestinité de l'UMMI.

Le gouvernement a un monopole sur la syndicalisation et le ministère du travail soutient la Maison des travailleurs de la république islamique d'Iran. Il soutient les Conseils islamiques du travail, des organisations tripartites comprenant des représentants des travailleurs et des employeurs ainsi que des membres désignés par le gouvernement. Il s'agit en principe d'une centrale syndicale, affiliée à la Fédération syndicale mondiale, mais elle est en réalité contrôlée et financée par le gouvernement iranien.

Les Conseils islamiques du travail gèrent les relations sociales et découragent les actions revendicatives, agissant comme instruments de l'État sur les lieux de travail. Ils sont fortement impopulaires au sein du mouvement syndical iranien et s'opposent violemment aux syndicats indépendants.

Le dirigeant de l'UMMI Mazyar Gilaninejhad nous dit :

“Au cours des trente années où ces institutions ont été à l'œuvre, elles ont été contrôlées par le ministère et n'ont aucune fonction indépendante. Elles ne sont pas des organisations ouvrière, car elles sont exclusives du point de vue idéologique : la croyance en l'Islam est un pré-requis à l'adhésion. Ce sont des organisations religieuses contrôlées par l'État. Elles n'ont jamais rien fait de positif pour les travailleurs.”

Les travailleurs iraniens font face à un autre défi : l'afflux de capital étranger et davantage de libéralisation du marché du travail. Depuis la révolution, l'Iran a été confronté à des sanctions et à un isolement international. Mais après avoir signé le Plan global d'action conjoint, connu comme étant l'accord nucléaire sur l'Iran, avec les grandes puissances, les sanctions ont été levées et les entreprises étrangères investissent.

Pour rendre le pays plus attractif pour les investisseurs, le gouvernement a décidé d'affaiblir encore davantage la législation du travail et d'enlever aux travailleurs des protections. Ce 15 novembre, des représentants des travailleurs et des militants syndicaux ont protesté contre ces changements devant le parlement iranien (Majlis) à Téhéran.



2

Tous les syndicats indépendants ont participé à cette manifestation, convoquée par le Syndicat des travailleurs de Téhéran et de la Compagnie des bus suburbains. L'UMMI a indiqué que la suppression des protections minimales des travailleurs constitue une ligne rouge qui, si elle est franchie, verra une réponse déterminée de la part de la classe ouvrière iranienne.

Gilaninejhad nous dit :

“Si le gouvernement continue à faire des concessions au capital financier, nous ne retirerons pas de bénéfice des investissements étrangers. Le FMI veut que l'Iran fournisse de la main d'œuvre à bon marché et dérégulée aux investisseurs étrangers. Le gouvernement d'Iran a créé des zones spéciales de commerce et d'échange dont est exclue la couverture par la législation du travail.

“Est-ce que l'afflux de capitaux étrangers va mener à l'importation de technologie moderne dans le pays ou est-ce que nous allons seulement continuer à serrer des boulons et des écrous ?”

“Faire entrer les syndicats libres et indépendants d'Iran au sein de la famille du mouvement international est un pas important pour les travailleurs et travailleuses du pays. Cette affiliation internationale va aider à renforcer la position de l'UMMI en Iran et offrir une protection à ses membres,” précise Kemal Özkan, Secrétaire général adjoint d'IndustriALL.



1/2 Les syndicats indépendants manifestent en face du parlement Iranien contre les plans visant à modifier le code du travail. IndustriALL

TRANSFORMER NOTRE MANIÈRE DE SYNDIQUER

Depuis sa création en 2012, IndustriALL Global Union a fait des efforts particuliers en matière de syndicalisation. C'est un aspect indispensable de l'ensemble des programmes, campagnes et activités syndicales.



Lors de son 2^e Congrès mondial, IndustriALL Global Union a défini sa mission comme étant de renforcer la puissance syndicale et de défendre les droits des travailleurs dans ses secteurs. Augmenter les effectifs syndicaux et rendre les adhérents plus actifs au sein de leurs organisations font partie des activités les plus importantes qu'IndustriALL promeut et soutient.

La tâche est énorme. Selon la Confédération syndicale internationale, au plan mondial, seuls 7% des travailleurs et travailleuses sont organisés au sein de syndicats libres et indépendants.

REDÉCOUVRIR LA SYNDICALISATION

Avant de se focaliser sur la syndicalisation, le Syndicat finlandais des métallurgistes avait fait face au dilemme d'effectifs inactifs et en régression au sein d'un pays européen riche. Jusqu'aux années 1970, les syndicats avaient joué un rôle moteur dans l'amélioration des normes du travail et avaient acquis une convention collective nationale contraignante pour l'ensemble du secteur de la métallurgie. Quarante ans plus tard, la posture du syndicat était beaucoup moins forte.



ASLAK HAARAHILTUNEN, en charge de la syndicalisation auprès du Syndicat finlandais des métallurgistes, Metallityöväen Liitto r.y.

“En 2012, notre Congrès a décidé de se concentrer sur la syndicalisation. Nous avons démarré avec de petites campagnes sur une vingtaine ou une trentaine de sites pour y faire passer le message de base des syndicats.”

Le syndicat a commencé par un exercice de cartographie. Une des premières constatations sur ces sites de petite taille a été que les conditions n'y atteignaient pas les normes de la convention nationale. L'organisation a décidé de ne pas agir de manière traditionnelle, à savoir envoyer un permanent syndical depuis son siège national pour exiger de l'employeur de corriger immédiatement les violations, faute de quoi il irait au tribunal. Au lieu de cela, le syndicat a aidé les salariés à mettre sur pied leur cellule de recrutement et à élire une délégation syndicale afin que la section locale puisse mener elle-même le combat.

Former les travailleurs et découvrir ce qu'ils voulaient changer a été un défi. Une importante révélation a été de constater que les préoccupations des travailleurs sur leur lieu de travail différaient souvent des problématiques reprises dans la convention collective.

Haarahiltunen rapporte que des choses qui pouvaient paraître mineures, comme la date de versement des salaires ou le nombre de places de parking, pouvaient en réalité devenir des questions clés, permettant aux travailleurs de décider par eux-mêmes des priorités et de mener de puissantes campagnes de recrutement autour de celles-ci.

Syndiquer n'est pas une tâche facile et la disponibilité de ressources ainsi qu'une direction syndicale dévouée sont des facteurs décisifs. Haarahiltunen indique que le soutien du président est requis dès le départ, car tant de choses peuvent mal tourner.

Pour le Syndicat finlandais des Métallurgistes, cette campagne de syndicalisation a abouti à

dossier spécial

Texte : Alexander Ivanou

Photos : IndustriALL

une base d'adhérents plus active et à 13.000 nouveaux membres, soit environ 10% des effectifs totaux.

Le syndicat IBB - International Brotherhood of Boilermakers est confronté à un déclin de ses effectifs et de sa force en Amérique du Nord.

Selon Tyler Brown, directeur exécutif du secteur industriel de l'IBB, seul 7% des travailleurs et travailleuses du secteur privé aux États-Unis sont syndiqués.

“Les sections IBB Construction de l'ouest des États-Unis se sont accordées pour démarrer un fond de syndicalisation qui va permettre d'engager environ 15 nouveaux recruteurs au cours des deux prochaines années. C'est un projet pilote, mais s'il s'avère probant, il pourra être reproduit dans d'autres régions des États-Unis.”

Les Boilermakers sont en train de revigorer avec succès la syndicalisation aux États-Unis et au Canada. Le syndicat a recours à une nouvelle législation promulguée par la Commission nationale des relations de travail des États-Unis qui lui permet de se rendre sur les sites d'activité et d'y recruter des groupes plus restreints de travailleurs.

Traditionnellement, il n'était permis dans le secteur industriel que de recruter l'ensemble d'un site, ce qui impliquait qu'une majorité était nécessaire pour syndiquer. En vertu des nouvelles dispositions, le syndicat peut commencer à recruter au départ de plus petits groupes avec l'objectif de s'étendre plus tard.

SYNDIQUER DE MANIÈRE TRANSNATIONALE

En 2015, le syndicat IG Metall a décidé de dédier davantage de ressources à la syndicalisation transnationale. De nombreuses entreprises allemandes, en particulier de l'industrie automobile, fonctionnent au niveau mondial et emploient plus de personnes à l'étranger qu'en Allemagne. Maintenir sa puissance syndicale dans ces entreprises implique de construire des syndicats forts où qu'elles soient présentes.

IG Metall a uni ses forces à celles du Syndicat américain de l'automobile UAW et du Syndicat des métallurgistes VASAS en Hongrie. Ensemble, ils ont développé un système de communication rapide leur permettant d'agir sur tous les leviers disponibles et d'aider les syndicats partenaires à recruter les travailleurs des entreprises allemandes installées à l'étranger. Le projet s'intéresse spécifiquement aux équipementiers automobiles dans le sud des États-Unis et dans l'ouest de la Hongrie.

Par le biais de ce projet, les syndicats américains et hongrois obtiendront un soutien pour leurs campagnes de syndicalisation au sein des entreprises automobiles d'origine allemande et, dans le même temps, cela concourt à assurer à IG Metall un partenariat fort au sein des entreprises allemandes installées à l'étranger.

INDE

En 2015, 19.200 nouveaux travailleurs des secteurs de l'acier, des mines et de l'énergie ont été syndiqués par le biais de formations sur le renforcement syndical, d'ateliers sur la santé et la sécurité, de rassemblements et de meetings aux grilles des usines.

ZAMBIE

Le projet de renforcement syndical d'IndustriALL vise à augmenter la syndicalisation et à mieux la cibler. En 2015, cela a permis d'enregistrer 8.440 nouveaux membres.

INDONÉSIE

En 2013, les affiliés indonésiens ont recruté quelque 12.000 adhérents dans le secteur du métal. En 2014, grâce au projet de syndicalisation, plus de 15.000 membres ont été recrutés et, par le biais du Projet de syndicalisation durable des syndicats du métal et des mines, 6.500 autres adhérents ont rejoint IndustriALL en 2015.

KIRGHIZSTAN

L'affilié d'IndustriALL, le Syndicat des mines et de la métallurgie du Kirghizstan (MMTUK) a recruté 12.000 travailleurs et travailleuses depuis 2008. Grâce à une approche ciblée de la syndicalisation, ses effectifs sont passés de 8.000 à 20.000. Une composante de la syndicalisation était une série de formations et d'ateliers de consultation d'une journée organisée par le bureau régional d'IndustriALL.



SYNDIQUER AVEC INDUSTRIALL

Se basant sur l'expérience de ses affiliés, IndustriALL a mis au point une série de principes clés sur lesquels les syndicats peuvent s'appuyer pour recruter avec succès :

- Construire des structures syndicales solides
- Être démocratique et transparent
- Inclure toutes les catégories de travailleurs et travailleuses dans l'effort de syndicalisation
- Établir une coopération et une coordination avec d'autres syndicats
- Ne pas concurrencer d'autres syndicats en vue de recruter les mêmes travailleurs
- Viser l'auto-suffisance

Ces principes permettent de guider le travail de syndicalisation d'IndustriALL, y compris s'agissant du soutien à ses projets de syndicalisation. IndustriALL mène des projets de syndicalisation

partout dans le monde, principalement en Afrique, en Asie et en Amérique latine. L'accent qui est mis consiste à encourager les affiliés et leur permettre de développer une culture permanente de la syndicalisation ainsi que de mener leurs propres programmes en la matière.

Tous ces projets sont dirigés vers l'action et le renforcement de l'unité, tout en cultivant une culture de la syndicalisation rassembleuse qui implique les femmes, les non-manuels, les jeunes, les statuts précaires et les migrants, soit des pans de main-d'œuvre qui ont été historiquement marginalisés ou délaissés mais sur lesquels il faut porter son attention pour rester pertinent.

En 2014-2015, les projets d'IndustriALL ont aidé ses affiliés à recruter plus d'un quart de million de nouveaux adhérents au sein de leurs organisations.



SÖREN NIEMANN-FINDEISEN, secrétaire syndical chez IG Metall, Allemagne.

“Nous constatons un rééquilibrage des forces dans ce que nous faisons et il est temps de syndiquer à l'échelle mondiale.”



WASSILA NAFTI EP CHERNI, Union générale tunisienne du travail.

Dans de nombreux pays, les recruteurs et militants syndicaux sont confrontés à de formidables défis dans leur mission et des femmes prennent de plus en plus un rôle premier dans la contre-attaque.

Solide et dévouée militante au cours de ces 14 dernières années, Wassila Nafti Ep Cherni, de l'Union générale tunisienne du travail, UGTT, a été licenciée trois fois avant que le Printemps arabe ne démarre. Alors que son employeur lui offrait un chèque en blanc pour quitter son poste, elle l'a refusé en disant :

“Qui va défendre les salariés si je m'en vais ?”

Ecoutez les témoignages sur la syndicalisation



profil

Centrale syndicale : **Fédération des Syndicats somaliens (FESTU)**. La FESTU est affiliée à la CSI

Pays : **Somalie**

Texte : **Walton Pantland**

Alors que la Somalie émerge de violences engendrées par une longue guerre civile, les syndicats sont confrontés au défi de recruter au sein d'une société où l'état de droit est faible.

SYNDICALISATION DANS UN ENVIRONNEMENT FRAGILE



Omar Faruk Osman est le Secrétaire général de la FESTU. Osman est également le secrétaire général du Syndicat national des journalistes somaliens et membre du Comité exécutif de la Fédération internationale des journalistes.

L'état de droit s'est effondré en Somalie avec le déclenchement de la guerre civile en 1991. Le pays s'est stabilisé au cours des dernières années, avec un gouvernement fédéral formé en 2012, mais le pays est toujours dominé par des groupes armés et des politiciens qui sont persuadés d'être au-dessus des lois. Al-Shabbaab, faction inféodée à Al Qaeda, et d'autres groupes djihadistes accomplissent des actes terroristes pour tenter de reprendre le pouvoir des mains du gouvernement.

Il est extrêmement difficile de former des syndicats dans un environnement où l'état de droit est faible et il existe une grave crise de la sécurité. Les militants syndicaux évoluent dans un environnement dangereux et précaire et ne peuvent pas s'appuyer sur la loi pour les protéger. Leur seul levier est l'action collective et la solidarité internationale.

“Bien que la constitution somalienne garantit le droit de s'organiser syndicalement et de manifester publiquement, le gouvernement utilise la question de la sécurité pour miner les syndicats et la société civile. Les réunions syndicales sont souvent interdites, sous couvert de problèmes de sécurité, et certaines ont été dispersées dans la violence par les forces de sécurité. Si des travailleurs d'une entreprise tentent de former un syndicat, l'employeur peut recruter une milice pour intimider ou tuer des leaders syndicaux,” dit Osman.

En tant que militant syndical de longue date, Osman est habitué au danger : la Somalie est le pays le plus dangereux du monde pour un journaliste, avec 38 d'entre eux tués au cours des quatre années écoulées depuis 2012. Il a survécu de justesse à une tentative d'assassinat il y a un an au cours d'une attaque terroriste sur un hôtel où une réunion syndicale se tenait et les bureaux de la FESTU ont subi une attaque à la bombe.

Les syndicats opèrent dans un climat de peur et des rumeurs soutiennent qu'il existe un escadron de la mort qui pourchasse les leaders syndicaux. Il n'y a pas de preuve de cela, mais la violence latente dans le pays est une couverture parfaite et crée un environnement de peur et de paranoïa qui rend la syndicalisation très difficile.

En tant que Secrétaire général de la FESTU, Osman souligne l'importance de la solidarité internationale :

“Dans un environnement aussi fragile, ce qui compte c'est la pression internationale. Nos politiciens se soucient plus de leur image auprès des dirigeants mondiaux que de la détresse de leur peuple.

“Exercer une pression politique sur les institutions internationales et les diplomates, agir dans l'intérêt de la défense des normes du travail internationalement reconnues, dont les droits syndicaux, est très important. Leur donner des nuits blanches pour qu'ils sachent que les travailleurs et leurs syndicats souffrent est très important.”

“Certains au sein de la communauté internationale sont disposés à sacrifier les droits des travailleurs pour être dans les petits papiers de nos politiciens.”

En dépit de la situation sécuritaire, l'économie somalienne se comporte bien, en grande partie grâce au commerce avec le Golfe. La guerre civile et l'effondrement consécutif de l'État, implique que des entrepreneurs ont été en mesure de tirer des profits d'industries précédemment nationalisées.

Les investisseurs somaliens de la diaspora ont acquis des infrastructures et, depuis 2012, des multinationales sont arrivées. Les entreprises des secteurs de l'énergie et des télécommunications ont grandi rapidement pour devenir des consortiums. La Somalie dispose de ressources naturelles non-exploitées, dont de vastes réserves d'uranium et de gaz naturel. Lorsque la paix sera revenue sur le pays, on s'attend à ce que l'économie croisse rapidement.

Mais avec de vastes profits à réaliser, il existe des tentatives pour restreindre le pouvoir des travailleurs. Le gouvernement a créé une compagnie des pétroles et a récemment tenté d'y former son propre syndicat pour court-circuiter les représentants légitimes.

IndustriALL a collaboré avec son affilié norvégien Industri Energi pour soutenir le développement d'un syndicat dans le secteur pétrolier. Ce travail a été couronné de succès et le Syndicat somalien des travailleurs du pétrole et du gaz (SUPEGW) s'est affilié à IndustriALL lors du comité exécutif de Rio de Janeiro en octobre 2016.

Le mouvement syndical se voit comme le protecteur des besoins du peuple contre les profiteurs :

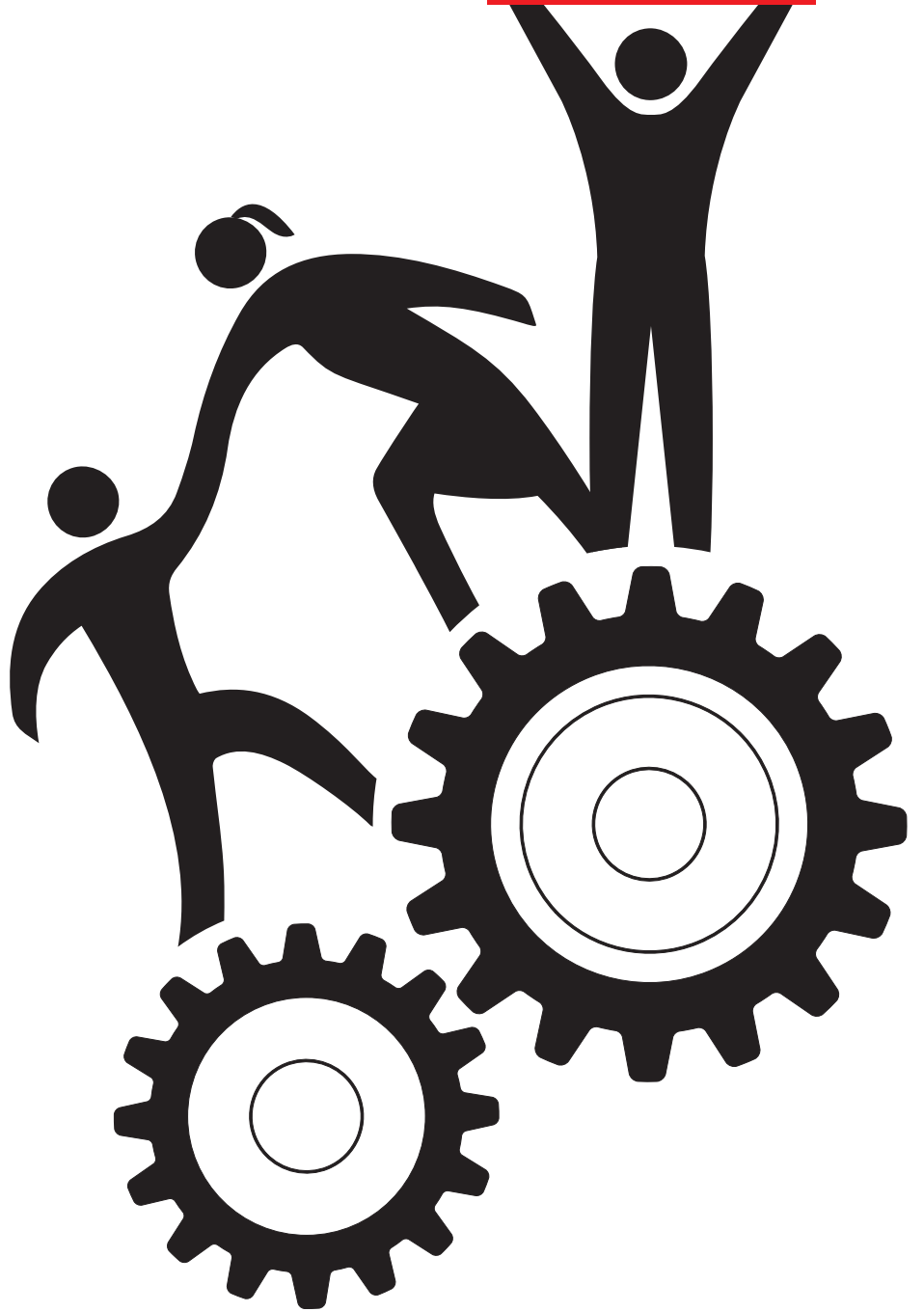
“Les multinationales veulent investir en Somalie et nous avons de graves préoccupations quant à l'exploitation qu'elles feront de la très fragile situation dans notre pays,” dit Osman.

“Nos syndicats veulent être impliqués dans les discussions avec les multinationales dès le début, pour pouvoir clairement affirmer que tout ce qui peut se passer reflète les intérêts de notre peuple.”

Affiliés d'IndustriALL :

- Syndicat national des travailleurs de l'électricité de Somalie
- Syndicat somalien des tailleurs et du textile
- Syndicat somalien des travailleurs du pétrole et du gaz

**TAKE
ACTION**



**BO
TH
S**

**AU TRAVAIL
PRÉCAIRE**

